



**HAL**  
open science

## (Un regard engagé) Les migrants du nucléaire

Cécile Asanuma-Brice

► **To cite this version:**

Cécile Asanuma-Brice. (Un regard engagé) Les migrants du nucléaire. Géoconfluences, 2017. hal-02572995

**HAL Id: hal-02572995**

**<https://hal.science/hal-02572995>**

Submitted on 14 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## [Un regard engagé] Les migrants du nucléaire

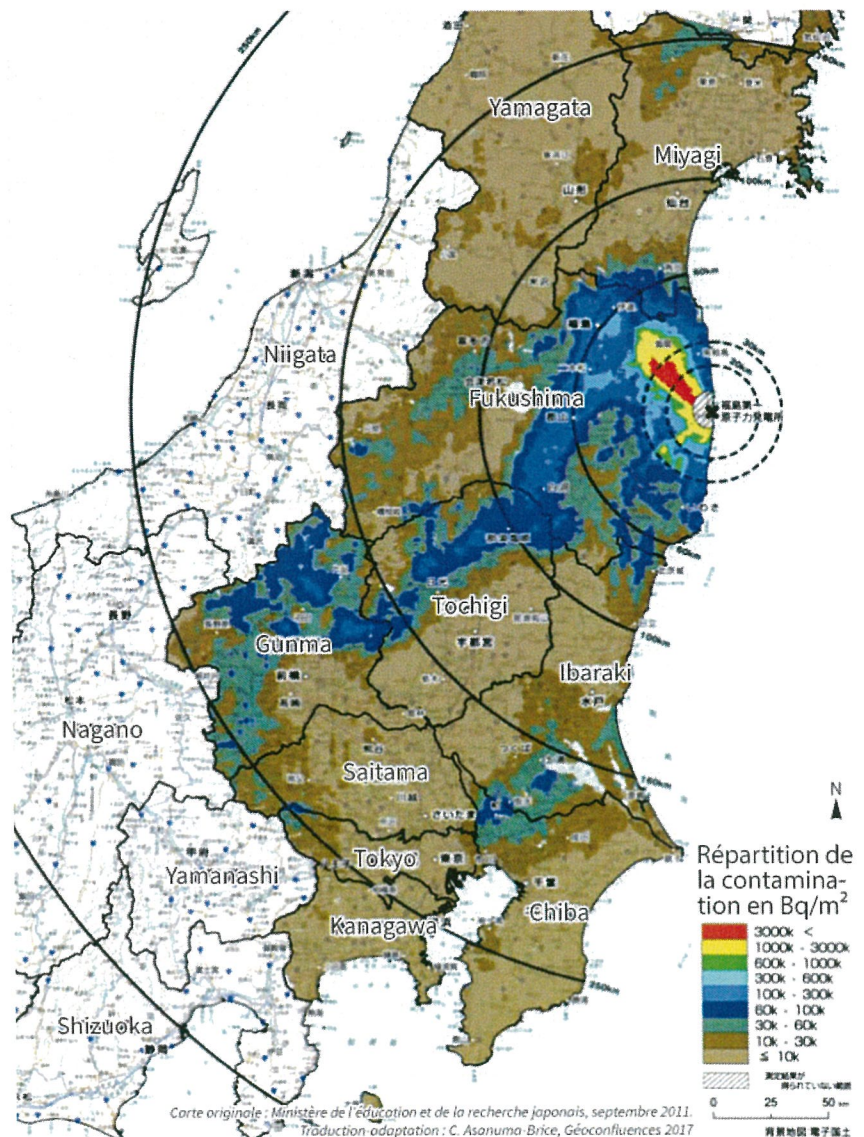
L'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima 1 le 11 mars 2011 a provoqué une grave contamination radioactive contraignant des dizaines de milliers de personnes à la fuite de leur domicile. Parce qu'il prouve l'impossibilité de la gestion d'un accident nucléaire, le refuge n'est souhaité ni par les autorités nationales ayant opté pour une poursuite du nucléaire, ni par les autorités internationales. Si dans un premier temps, les autorités ont simulé l'aide au refuge, cette aide a été interrompue en avril 2017 simultanément à la réouverture à l'habitat d'une partie de l'ancienne zone d'évacuation afin de contraindre les migrants au retour à la vie dans les territoires contaminés.

[Bibliographie](#) | [citer cet article](#)

Nous n'en finissons plus de compter les années de ce que l'on a trop vite appelé l'« après » Fukushima, alors même que la situation n'a jamais cessé de se détériorer. Passer à l'après, nous le souhaitons tous, mais il semble que cette heure ne soit pas encore venue. Les problèmes insolubles sont encore bien trop nombreux sur le site de la centrale pour que l'on puisse évoquer un « après » qui suggère une situation résolue permettant un nouveau départ. Si les informations sur le sujet se font rares, ou tentent à répondre à une volonté auto-apaisante sous l'approbation financée des autorités internationales en charge de la question en propageant la formule magique du « tout va bien », dans les faits, il n'en n'est rien. Loin d'être « *under control* », la gestion de cette catastrophe qui s'est traduite par la destruction paysagère de 40 % du département, suit son cours, faisant preuve chaque jour de l'incapacité humaine à contenir le désastre nucléaire. Après tant d'années, les coriums (Corium : Terme technique pour désigner le cœur des réacteurs nucléaires.) des réacteurs 1, 2, et 3 n'ont toujours pas pu être repérés. La seule information dont nous disposons est qu'ils ne se trouvent plus dans les cuves : plus d'un million de mètres cubes sont aujourd'hui entreposés. Régulièrement, les seraient échappées de leur habitat pour pénétrer les nappes phréatiques. On ne peut même les localiser avec précision en raison d'un taux de radioactivité trop élevé empêchant l'être humain comme le robot de s'approcher du site. Les coriums doivent être refroidis en permanence, durant toutes ces années, par plus de 300 tonnes d'eau (Données Tepco, 27 janvier 2017.) qui viennent quotidiennement se salir au contact de la matière radioactive. Cette eau hautement contaminée est à son tour stockée dans des citernes autour des réacteurs : près d'un million de mètres cubes sont aujourd'hui entreposés. Régulièrement, les autorités japonaises annoncent avoir dû vider une partie des eaux dans la mer face à l'incapacité de stocker la totalité du liquide. Aucune solution n'a pour le moment été trouvée à ce tonneau des Danaïdes, soumis à la gestion humaine et ses erreurs. Ainsi, en décembre 2016 l'injection d'eau de refroidissement dans le réacteur 3 a été suspendue par mégarde...

Ce n'est donc pas sans surprise que nous observons l'ardeur des organisations internationales, ainsi que du gouvernement japonais à vouloir à tout prix faire rentrer dans leur campagne en déshérence les populations qui se sont réfugiées à la suite de l'accident nucléaire du 11 mars 2011, engendrant des vagues de migrations importantes vers le sud du pays, et plus généralement vers les zones urbanisées. Plus de six années après l'explosion de la centrale, présents plus que jamais sur ce territoire rural, les membres des institutions engagées dans le monde nucléaire (L'AIEA : Agence nationale de l'Energie Atomique, le CEPN : Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire, ou encore l'IRSN : Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire.), se lancent dans « l'humanitaire » à la défense des paysans en péril, nous vantant les bienfaits de la résilience (Asanuma-Brice, 2015), les nuisances du refuge, les méfaits sanitaires du stress face au désastre, tout en affichant une attitude agnostique face aux résultats épidémiologiques qui voient pourtant croître à plus de 184 le nombre d'enfants de moins de 18 ans ayant dû être opérés d'un cancer de la thyroïde sur un échantillon limité de 270 500 personnes (Selon les résultats de la commission sanitaire rendus officiels le 20 février 2017.). Ce point, devenu tabou dans les cercles politiques et scientifiques institutionnels, est pourtant fondamental, car c'est de son évaluation que sont déterminées les politiques de protection à mettre en œuvre, ou non, en cas d'accident. Si l'explosion d'une centrale nucléaire et la dispersion des isotopes qu'elle contient n'est pas dangereuse pour la santé humaine et pour la vie dans son ensemble, alors pourquoi partir en cas d'explosion, pourquoi évacuer les populations dont on broie la vie communautaire, mais aussi à quoi bon dépenser tant d'argent à décontaminer, pourquoi avoir créé des centres de recherches spécifiques sur la radio-protection puisqu'il serait inutile de s'en protéger, et finalement pourquoi se servir de ces mêmes isotopes inoffensifs pour réaliser l'arme de destruction ultime que l'on brandit à la face du monde à chaque tension diplomatique ? Bref, nous devons rétablir de la cohérence dans nos discours et nos analyses. Si les habitants de Fukushima se sont réfugiés, ou ont été évacués (même si l'évacuation organisée par l'administration a été bien tardive) c'est qu'il y a un danger, réel, dont nous avons tous connaissance : scientifiques, militaires et citoyens, bien que cette dernière catégorie comprenne les deux précédentes.

Figure 1. Carte de la répartition de la contamination en Bq/m<sup>2</sup>



Source : ministère de l'Éducation et de la recherche japonais, septembre 2011. Traduction et adaptation : Cécile Asanuma-Brice, Géoconfluences, 2017.

Notre position résolument critique en tant qu'urbaniste est de proposer dans ce texte un bilan de la situation migratoire et des mesures élaborées pour la maîtrise des mouvements de population, notamment *via* les politiques de logements, mais également *via* les tentatives de relance de l'économie locale à Fukushima six années après la catastrophe. Nos analyses présentent les résultats de travaux menés sur les effets psychologiques des politiques contraignant les habitants au retour sur les territoires de l'ancienne zone d'évacuation alors que la situation est toujours instable, et nous nous interrogeons sur les motivations à l'origine de la volonté politique du retour à l'habitat dans les zones encore contaminées.

Voici six années que nous nous rendons chaque mois sur les lieux de la catastrophe afin de suivre au plus près les politiques de protection ou de gestion mises en œuvre par les divers organismes administratifs, mais également par les populations elles-mêmes. Ce suivi s'est traduit par des enquêtes régulières, sous forme d'interviews, dans les diverses cités de logements provisoires, auprès des associations en charge de l'accompagnement au refuge ou du suivi sanitaire, auprès des habitants, réfugiés ou non, comme des administrateurs nationaux et internationaux. Cela nous a également amené à participer à divers ateliers et *symposia* organisés par ces différents acteurs. Ceux-ci ont pris part aux conférences internationales que nous avons dirigées chaque année, embrassant les thèmes les plus divers relatifs à cette catastrophe.

Dans un premier temps, il nous faut néanmoins resituer ces analyses dans le contexte qui est le leur, soit un terrain, celui du Japon, dont l'environnement sismique reste agité et ne cessera de l'être en raison de la localisation du pays, archipel volcanique situé à la jonction entre la plaque eurasiennne, la sous-plaque dite de « l'Amour » à l'ouest, celle d'Okinawa et celle du Yangze (nord/sud), la plaque Philippine au sud, la plaque Pacifique à l'est, et la plaque d'Okhotsk au nord. Une telle localisation nous amène à penser que la témérité humaine ne saurait avoir raison des séismes, qui se jouent de l'arrogance politique.

## Un matin comme un autre

22 novembre 2016, 6 h du matin, département de Kanagawa au sud de Tôkyô. Les murs tremblent et le plancher tangué, lentement, durant d'interminables secondes. Le commentateur chargé d'informer sur la situation dans l'unique programme qui remplacera tous les autres quelques heures durant, répète en boucle : « un tsunami arrive, fuyez vite ! Surtout fuyez ! Rappelez-vous le séisme de mars 2011 ! N'allez pas voir l'état des marées, fuyez tout de suite vers les montagnes, collines ou autre endroit suffisamment haut pour vous mettre à l'abri, fuyez ! ».

Gorges serrées, pendus aux téléviseurs qui diffusent en boucle des images de bords de mer sur lesquelles sont affichées en lettres capitales rouges « Tsunami ! Fuyez tout de suite ! », nous prenons connaissance de la situation : un tremblement de terre de magnitude 7,3 a eu lieu à 75 km des côtes de Fukushima, enregistrant des secousses de niveau 5. Les mouvements verticaux des plaques tectoniques entraînent un risque de tsunami imminent. À 8 heures, des tsunamis de diverses hauteurs ont déjà atteint les côtes du Tohoku à Chiba, allant jusqu'à 1,4 m mesuré dans le port de Sendai, et 1 m dans chacune des deux centrales nucléaires de Fukushima. Car c'est bien là que tous les regards se fixent. Non sans raison. Environ une heure après le séisme, le système de refroidissement du bâtiment 3 de la centrale Fukushima dai 2 tombe en panne suite aux fortes secousses, selon les déclarations des autorités. Les soufflent se coupent...

Une heure et demie plus tard, le système est réenclenché au grand soulagement de tous.

## Les effets de la résilience

((Sur la résilience, se référer à notre article : C. Asanuma-Brice (23 novembre 2015) « De la vulnérabilité à la résilience, réflexions sur la protection en cas de désastre extrême », Revue *Raison Publique*.) Si, durant toute la matinée du 22 novembre, les *speakers* et les affichages télévisuels ne cessent d'ordonner aux habitants de se réfugier, les journalistes postés sur les endroits prévus à cet effet ne sont, à notre grand étonnement, entourés que de quelques personnes. « *Tous les traumatisés sont remontés avec ce tremblement de terre. La plupart des gens n'ont pas pu bouger de chez eux, comme téjanisés, envahis par le désespoir de toutes ces années où la mise en pratique du refuge est restée impossible pour la plupart d'entre nous. Les personnes âgées dans les logements provisoires ont éteint leur poste de télévision et fait comme si de rien n'était.* » (Mari Suzuki, habitante d'Iwaki, département de Fukushima). La résilience prônée par les autorités nationales et internationales qui ont participé à la gestion des conséquences de l'accident nucléaire de 2011, s'est imposée, en dépit de la volonté des victimes. La population des zones polluées dont les terres n'ont pas été retenues dans la zone d'évacuation, sont pour la plupart d'entre elles dans un état de dépression avancée, après cinq années de combat pour une reconnaissance de leur droit au refuge restées sans réponse. En outre, le gouvernement a annoncé la réouverture à l'habitat d'une partie de la zone d'évacuation pourtant encore instable autour de la centrale nucléaire de Fukushima Dai ichi à partir de mars 2017, engendrant, de fait, l'arrêt du versement des dédommagements mensuels utilisés par certains pour se reloger ailleurs et la fermeture des logements provisoires. Cette contrainte au retour est moralement insupportable pour les personnes qui ont reconstruit leur vie dans des communes d'accueil à l'environnement plus stable.

## Ce nouveau séisme ravive les colères

Hiroki Suzuki, journaliste d'une quarantaine d'années, s'est rendu aux portes de la zone d'évacuation quelques heures après le séisme. Il brandit son dosimètre qui affiche 7,09 microsievert/heure (Le microsievert/heure est l'unité généralement utilisée afin de mesurer l'impact des rayonnements radioactifs sur l'homme.), alors que la moyenne naturelle dans la région était de 0,04 microsievert/heure avant l'accident. « *Regardez, on nous ment. Encore, toujours...* » s'exclame-t-il sans pouvoir dissimuler une rage teintée de désespoir. C'est pourtant en franchissant cette frontière de la zone d'évacuation que deux jours plutôt, le professeur Hayano de l'université de Tôkyô organisait un voyage d'inspection des travaux de la centrale et de la zone d'évacuation accompagné de treize lycéens et lycéennes, revêtus de leur simple uniforme scolaire, sans aucune protection particulière. Le séisme est survenu alors que ce voyage d'étude venait de générer une vague de mécontentements des habitants sur les réseaux sociaux. Participant à plusieurs projets publics de revitalisation de la région, dont le projet ETHOS mené avec la collaboration de l'IRSN, projet aujourd'hui à terme qui visait à enseigner aux habitants à vivre dans un environnement contaminé en vue d'une rationalisation économique de la gestion des conséquences d'un accident nucléaire, adepte de la résilience, le professeur Hayano, faisant fi des centaines de recherches épidémiologiques sur la question, estime que la peur de la radioactivité n'est pas justifiée. Ce voyage initiatique avait donc pour but de montrer aux élèves qu'ils n'étaient pas foudroyés par la radioactivité alors même qu'ils se rendraient dans les zones où l'irradiation était la plus élevée, et que la peur devait laisser place à la raison gestionnaire. Cette attitude, jugée irresponsable par de nombreux collègues du physicien, occulte les connaissances les plus fondamentales en matière de radio-protection selon lesquelles la radioactivité agit sur le corps humain, non pas de façon soudaine, mais selon un processus qui s'étend sur plusieurs années.

Cet épisode aura marqué les esprits, car ni la situation sismique, ni le niveau de radioactivité ambiant, ni l'état de fonctionnement des centrales nucléaires (le tremblement de terre du 22 novembre l'a encore prouvé *via* une nouvelle panne du système de refroidissement) ne devraient permettre une telle quiétude politique. Par effet de corrélation, depuis le tremblement de terre de Nouvelle Zélande de magnitude 7,8 du 13 novembre 2016, on s'attendait à un nouveau séisme au Japon. Non par la loi des séries, mais selon l'enchaînement tectonique observé en 2011, lorsque le tremblement de terre japonais avait été précédé de celui de Christchurch en Nouvelle-Zélande, de magnitude 6,3. Ce phénomène fut vérifié lors du tremblement de terre de Kumamoto au Sud du Japon, sur l'île de Kyûshû, le 20 avril 2016, lui aussi annoncé par un séisme à Christchurch le 14 février, de magnitude 5,8. Cette combinaison de secousses est le résultat des pressions opérées par la plaque du Pacifique commune aux deux archipels.

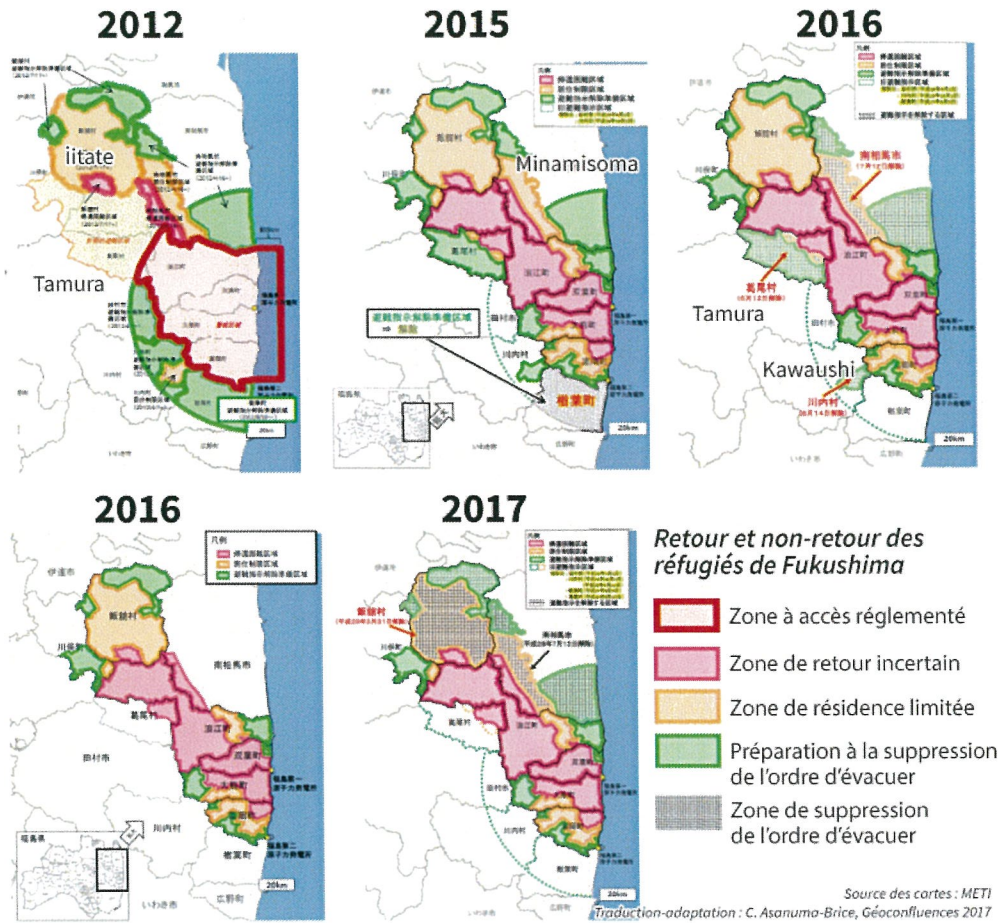
Ainsi, si l'alerte au tsunami a été suspendue sur la totalité de la zone quelques heures après le séisme, la densité des répliques laisse planer une inquiétude pesante. En un peu plus d'une journée non moins de 90 répliques ont été enregistrées. Le séisme du 22 novembre 2016, suivi par une forte réplique le 24 novembre de magnitude 6,1 a été accompagné d'un nouveau séisme en Nouvelle-Zélande de magnitude 6,3 ce qui, selon le responsable de la planification de l'information sur les séismes, M. Kouji Nakamura, laisserait présager un nouveau séisme de classe 7 au Japon dans les mois suivants.

## En dépit du bon sens, le retour dans l'ancienne zone d'évacuation organisé par les autorités prend place



Les prédictions de M. Nakamura ne se firent pas attendre. Le 26 février 2017, à 16 h 49, un nouveau séisme de force 5 fait vibrer le sol de Fukushima sans que cela ne perturbe la décision de retour programmée dès 2013, date à laquelle le gouvernement japonais établit un budget considérable, ventilé dans la totalité des ministères et destiné à développer la communication autour du risque afin d'influencer les populations au retour. En avril 2017, le gouvernement japonais rouvre à l'habitat une partie de la zone d'évacuation autour de la centrale nucléaire Daiichi, entraînant simultanément la levée des aides au logement de la population réfugiée. D'autres mesures incitatives comme l'exonération d'impôts pour ceux qui prévoient de construire des habitations neuves dans la zone sont également instaurées (Journal *Minpo*, 18 janvier 2017). Suivant imperturbablement la planification élaborée plusieurs années en amont, qui par essence est déconnectée de la situation présente, et à l'étonnement des institutions internationales chargées de la gestion de la question nucléaire, pourtant engagées dans la mise en place d'un système de gestion permettant l'existence du nucléaire, le gouvernement japonais contraint la population au retour à vivre sur des zones encore parfois hautement contaminées, par l'abolition progressive de la zone d'évacuation (figure 2).

Figure 2. Zones interdites et zone de retour dans le département de Fukushima



Source des cartes : METI. Traduction et adaptation : Cécile Asanuma-Brice, Géoconfluences, 2017.

Dans les faits, les investissements publics pour la reconstruction ont été souvent pharaoniques pour l'édification de bâtiments surdimensionnés destinés à une population absente. Ainsi, la seule commune d'Iitate recevra un budget de 1,7 milliard d'euros pour la reconstruction des divers équipements publics. Entre 10 et 20 % seulement de la population est rentrée dans la plupart des communes, malgré les contraintes auxquelles elle doit faire face.

Un habitant du village d'Iitate déclarait le 19 février 2017, lors d'une conférence organisée à Fukushima par des chercheurs et les anciens habitants du village : « On nous dit qu'il n'y a pas de problème. Qu'il suffit de ne pas aller sur les "hot spots". On ne peut ni aller en montagne, ni s'approcher des rivières, ne pas aller à droite ni à gauche... Comment voulez-vous qu'on vive ici ?! ». Un ancien membre du conseil communal, témoigne : Nous avons déménagé il y a six ans maintenant. Pourquoi devrions-nous rentrer dans un village désert où l'environnement ne nous permet pas de vivre librement et en sécurité ? » (Conférence sur le retour des habitants d'Iitate (Fukushima) 19.02.2017).

Figure 3. Réouverture du village d'Iitate

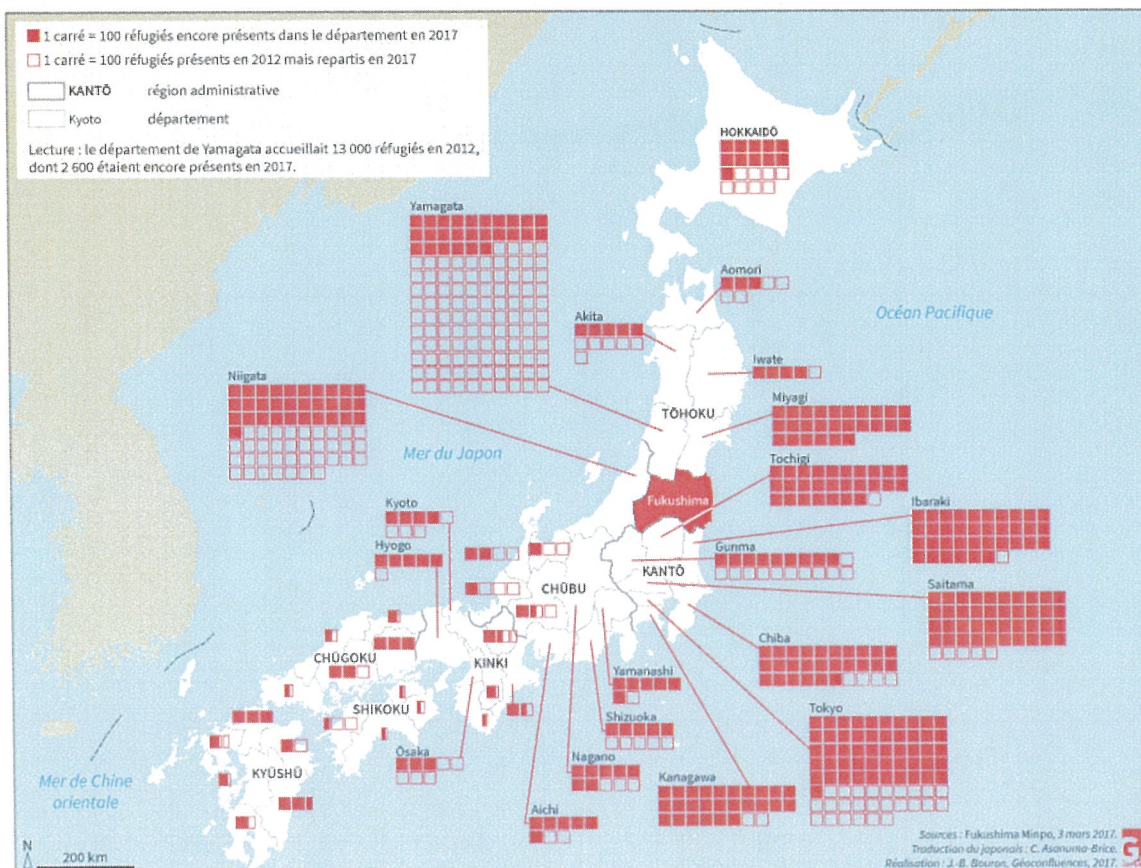




Les autorités accueillent les habitants sous un compteur affichant 0,21 microsievert/h, avec l'interjection utilisée lorsqu'un membre de la famille rentre chez soi : « Bon retour ! » (Source de l'Image : Kyodo News)

### Dans les faits, où en est-on ?

Figure 4. Carte des tendances de la répartition des réfugiés suite à l'explosion de la centrale de Fukushima, en 2011 et en 2017



Total estimé à 39 600 personnes en février 2017.

Source : d'après les données officielles, relayées par le journal Fukushima Minpo, 3 mars 2017. Traduction : Cécile Asanuma-Brice. Réalisation : J.-B. Bouron, Géoconfluences, 2017.

La plupart des personnes ne s'étant pas enregistrées dans la base de données comptabilisant les réfugiés, il est difficile d'établir une cartographie exacte de la situation. Néanmoins, la carte au moment des faits permet d'établir des tendances (Asanuma-Brice, 2014). Elle faisait état de 160 000 personnes réfugiées au moment où leur nombre était le plus élevé, en mai 2012. Les habitants s'étaient principalement réfugiés dans la campagne des départements environnants

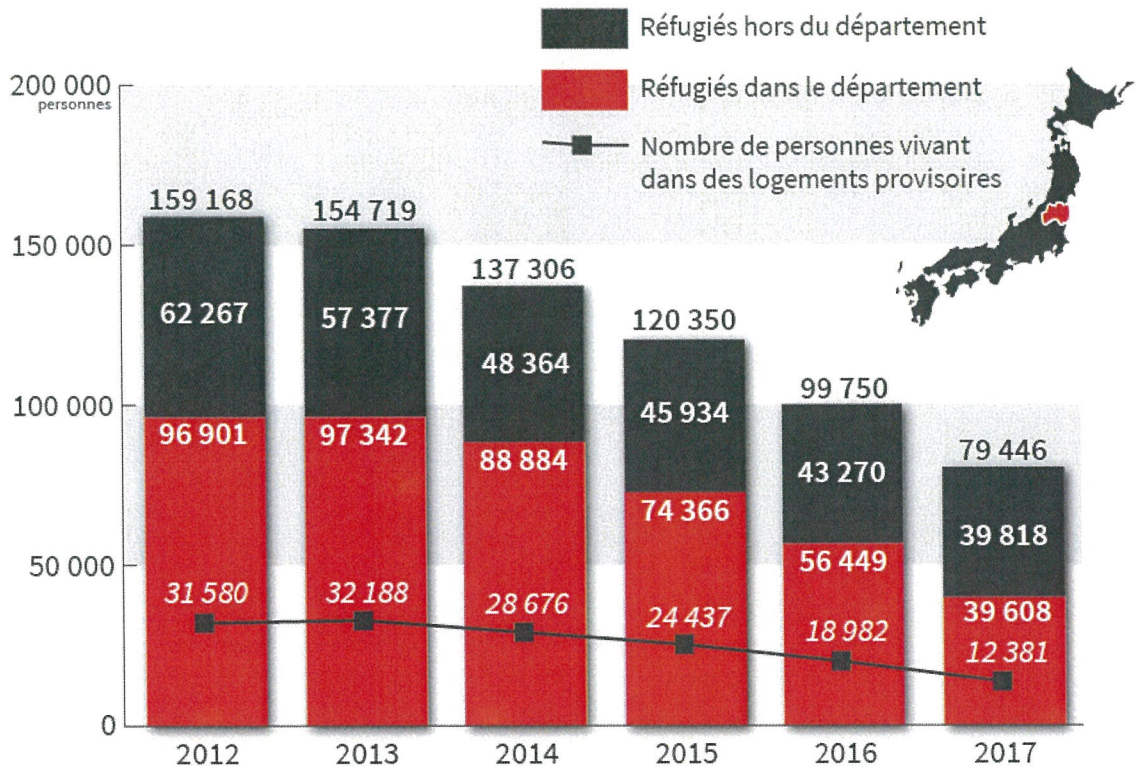


(Yamagata, Niigata), ainsi que dans la capitale, Tôkyô((Concernant les politiques de logements mises en place après la catastrophe cf notre article : C. Asanuma-Brice (2011), « Logement social nippon, quand la notion de « public » retrouve raison », *Revue Urbanisme*, Nov. 2011.)).

Figure 5. Nombre de réfugiés dans le département de Fukushima et en dehors

Six ans après, les autorités estiment ce chiffre à 80 000 personnes réfugiées dont 40 000 hors du département, et 40 000 personnes déplacées à l'intérieur du département. La répartition a néanmoins quelque peu évolué car la majorité des personnes réfugiées hors du département serait désormais exclusivement localisée à Tôkyô et ces personnes seraient, pour 80 % d'entre elles, relogées dans des appartements en locatif du secteur public ou privé((Enquête du 13 mars 2017, Préfecture de Fukushima)). Ce chiffre ne comprend pas toutes les personnes pour lesquelles le statut de réfugié s'est modifié en celui de migrant, soit tous ceux, qui après six années passées hors de leur village, ont reconstruit leur vie ailleurs pour faire enregistrer administrativement leur déménagement dans une autre commune.

Cela nous amène à nous interroger sur la pertinence du terme de « refuge », car la plupart des personnes évacuées « volontairement » ou non, ont reconstruit leur vie, à défaut de pouvoir reconstruire leur environnement, ailleurs. Six années. Cela correspond à un cycle scolaire complet, et c'est la raison pour laquelle la plupart des familles avec enfants n'envisage



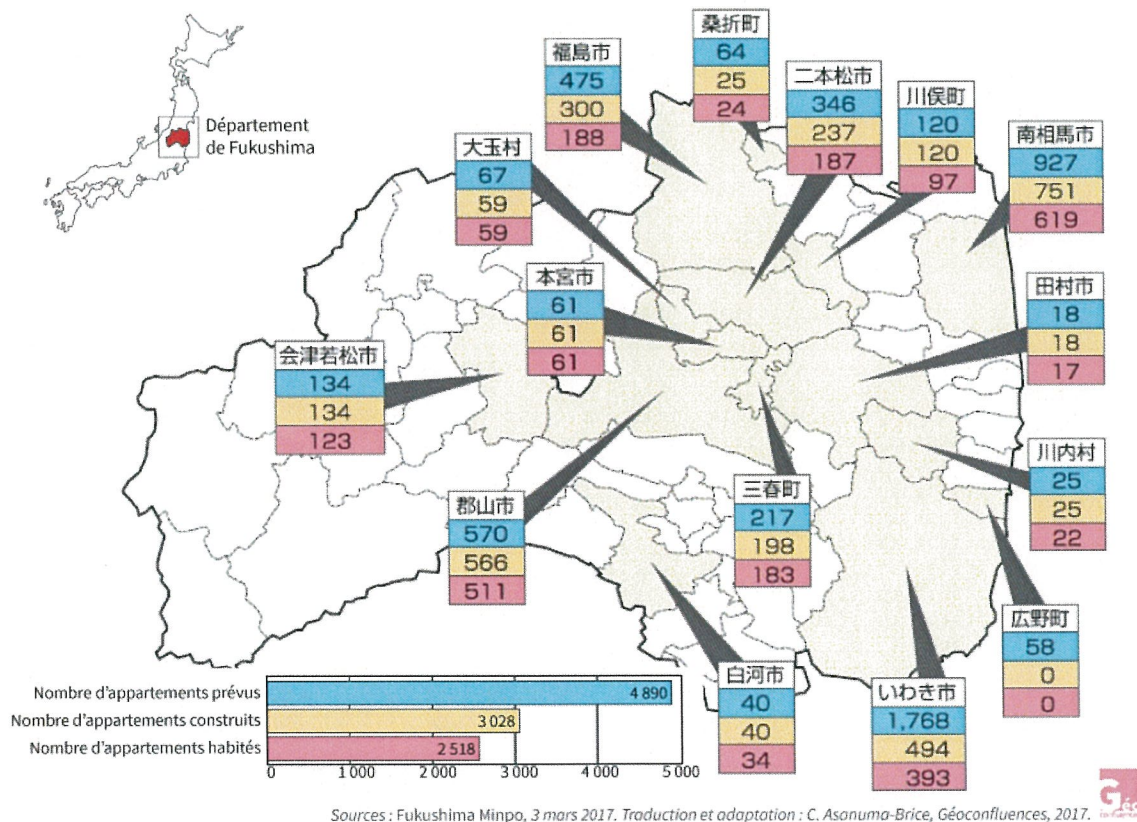
Sources : Fukushima Minpo, 3 mars 2017.  
 Traduction du japonais : C. Asanuma-Brice.  
 Réalisation : J.-B. Bouron, Géoconfluences, 2017.

Source : d'après les données officielles, relayées par le journal Fukushima Minpo, 3 mars 2017. Traduction-adaptation : Cécile Asanuma-Brice et Géoconfluences, 2017.

plus de retourner  
vivre dans la zone.  
Ils ont...  
déménagé. La  
situation est plus  
lourde pour les  
personnes âgées.

Une partie d'entre elles ont été relogées dans les 15 561 logements provisoires construits à l'intérieur du département. Ainsi les plus de 65 ans représentaient plus de 40 % des personnes relogées dans ces cités dites « temporaires ». Pour la plupart, ces personnes ont dû accepter de déménager dans des logements publics collectifs construits à cet effet et ne sont, de fait, plus comprises dans les chiffres désignant les personnes réfugiées. Alors qu'en juillet 2012, 33 016 habitants vivaient dans ces logements provisoires, ce chiffre chute à 12 381 en février 2017, pour atteindre les taux les plus bas après avril 2017. Au 31 janvier 2017, 3 028 logements locatifs publics des 4 890 prévus initialement ont été construits dans 15 communes du département (figure 6.)

Figure 6. Carte des logements construits pour les réfugiés dans le département de Fukushima



Source des données : Fukushima Minpo, 3 mars 2017. Traduction-adaptation : Cécile Asanuma-Brice et Géoconfluences, 2017.

Une autre partie de personnes âgées vit, depuis les faits, dans le parc locatif privé. La location d'un appartement en ville était souvent vue comme provisoire, en attendant les résultats de la gigantesque politique de décontamination publique. On a laissé ces personnes dans l'espoir durant six années, et alors que le gouvernement arrête de leur fournir les aides au logement prétendant un retour possible, quelques voyages de reconnaissance sur les lieux suffisent à éveiller leur conscience. Les paysages ont été détruits par la décontamination, les sols raclés, les arbres arrachés, des sacs de terre contaminée s'étendent à perte de vue dans les champs. La maison s'est détériorée. Les entreprises de réhabilitation de l'habitat ne sont plus là, ni aucun voisin d'ailleurs. Leurs enfants, petits-enfants, ont recommencé une nouvelle vie ailleurs et ne souhaitent pas rentrer dans un environnement qui enregistre toujours des taux élevés de contamination. Il leur est néanmoins impossible d'entretenir ces grands bâtiments de ferme seuls ; vides, lourdes, sont ces pierres, comme leurs esprits noyés dans un ultime espoir à jamais inassouvi. Ceux qui tentent le retour tombent dans une spirale dépressive qui les conduit au suicide pour une majorité d'entre eux. Un documentaire réalisé par la NHK le 9 janvier 2017 tente de tirer la sonnette d'alarme, en vain. Intitulé « Et pourtant, j'ai essayé de vivre » ((NHK, 2017)), il témoigne de la fin de vie de ces personnes, pour la plupart âgées, victimes d'un isolement qui leur sera souvent fatal. Le professeur Tsuchiuiji (Takuya Tsujiuchi Waseda Institute of Medical Anthropology on Disaster Reconstruction, « Mental health Impact of the Fukushima Nuclear Disaster: Post-Traumatic stress and Psycho-socio-economic Factors », Fukushima Global communication Programme, working paper series, number 8, December 2015.), de l'université de Waseda, psychologue et directeur du laboratoire sur les situations traumatiques engendrées par les désastres avait publié les résultats d'une étude prouvant que la contrainte au retour sur ces territoires encore instables engendrerait une vague de suicides conséquente, restée sans conséquence sur la machine décisionnelle planificatrice qui avait été mise en place quatre années auparavant. Ces sacrifices humains sont acceptés par tous dans le silence d'un monde qui continue à se nucléariser.

### Du progrès, et de la vie : ce que les sciences sont en droit d'interroger

Cela nous renvoie à une réflexion plus vaste développée par Max Weber, il y a un siècle, qui lui-même utilisait les écrits de Léon Tolstoï au sujet du sens de la mort dans nos sociétés civilisées. Selon lui, la mort, pour l'homme civilisé (*Kultur Mensch*) ne peut avoir de sens en ce que la vie de chaque individu est constitutive d'un processus infini dont il est en quête : le progrès. Personne ne pourra donc jamais atteindre un but, une apogée, puisque le progrès est un processus infini. En cela le laps de temps fini de la vie ne constitue qu'une partie de son élan. Weber enchaîne cette réflexion avec une autre qu'il me semble fondamentale de remettre dans l'agora des sciences (humaines ou non) : « Le « progrès », comme tel, a-t-il un sens discernable dépassant la technique, de telle sorte que se mettre à son service constituerait une vocation ayant un sens ? » (Weber, 1969). Cette question formulée il y a un siècle est restée en l'état, sans réponse, nos sociétés continuant à multiplier les sacrifices humains sur l'autel de l'innovation pour un but dont l'existence n'est pas à échelle humaine.



## Bibliographie

### Articles et publications scientifiques

- Anders Gunther, 2006, *La menace nucléaire : considérations radicales sous l'âge atomique*, Broché.
- Arendt Hannah, 1967, *Responsabilité et jugement*, Poche.
- Asanuma-Brice Cécile, 2017, "Atomic Fission and Japan's Nuclear Meltdown: When politics prevails over scientific proof", in Christophe Thouny et Mitsuhiro Yoshimoto (dir.), *Planetary Atmospheres and Urban Society After Fukushima*, Singapore, Springer Verlag, pp. 95-112.
- Asanuma-Brice Cécile, 2016, « [À Fukushima, la population est dans une situation inextricable](#) », *Le Journal du CNRS*.
- Asanuma-Brice Cécile, 2016, « La mémoire de l'oubli, une forme de résistance à la résilience », publication des actes du colloque « Après le désastre, réponses commémoratives et culturelles », Université de Tokyo.
- Asanuma-Brice Cécile, 2015, « [De la vulnérabilité à la résilience, réflexions sur la protection en cas de désastre extrême : le cas de la gestion des conséquences de l'explosion d'une centrale nucléaire à Fukushima](#) », *Revue Raison Publique*.
- Asanuma-Brice Cécile, 2014, "[Beyond reality: The management of migratory flows in a nuclear catastrophe by a pro-nuclear State](#)", *The Asia-Pacific Journal*, vol. 12-1, November.
- Asanuma-Brice Cécile, 2012, « [Les politiques publiques du logement face à la catastrophe du 11 mars](#) », *Ebisu*, n° 47, juin.
- Beck Ulrich, 2003, *La société du risque*, Paris, Flammarion, 521 p.
- Brown Kate, 2015, *Plutopia : Nuclear Families, Atomic cities, and the great soviet and american plutonium disasters*, Oxford University
- Bruno Tino, 2016, « [Presse et nucléaire au Japon — De Hiroshima à Tōkaimura\(1945-1957\)](#) », *Ritsumeikan*
- Takuya Tsujiuchi, Maya Yamaguchi, Kazutaka Masuda, Marisa Tsuchida, Tadashi Inomata, Hiroaki Kumano, Yasushi Kikuchi, Eugene F. Augusterfer, Richard F. Mollica, 2016, [High Prevalence of Post-Traumatic Stress Symptoms in Relation to Social Factors in Affected Population One Year after the Fukushima Nuclear Disaster](#)
- Hecht Gabrielle, 2004, *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte.
- Jonas Hans, 1979, *Le principe de responsabilité*, Flammarion, Champs essai.
- 影浦 峯 (2011) 3.11後の放射能「安全」報道を読み解く: 社会情報リテラシー実践講座、岩波科学 — Kageura Kyo, 2011, *Déchiffrer les rapports concernant la contamination "fiable"/"sûre" après le 3.11 : cours pratiques d'initiation au décodage de la littérature concernant l'information sociale*, édition scientifiques Iwanami [en japonais]
- 影浦 峯 (2013) 信頼の条件—原発事故をめぐることば、岩波科学 — Kageura Kyo, 2013, *Les conditions de la confiance - Les paroles autour du nucléaire*, édition scientifiques Iwanami [en japonais]
- Pelletier Philippe, 2012 « [La guerre de Fukushima](#) », *Hérodote*, 2012/3 (n° 146-147), p. 277-307.
- Ribault Thierry et Ribault Nadine, 2012, *Les sancaires de l'abîme*. Édition L'encyclopédie des nuisances.
- Riesel René, 2008, « [À propos du désastre en cours](#) », in *Catastrophisme, administration du désastre, et soumission durable*, Édition L'encyclopédie des nuisances.
- Semprun Jaime, 1986, *La nucléarisation du monde*, Ivrea.
- Shinobu Goto (2016), "[Fairness in Educational Materials on Nuclear Power and Radiation by the Japanese Government for Formal Education](#)", *The International Journal of Sustainability Education*, Volume 12, Issue 2.
- Study 2007, (2015), 見捨てられた初期被曝、岩波科学ライブラリー— Study 2007, *Les irradiés abandonnés de la première vague de contamination*, Éditions de la Librairie scientifique d'Iwanami [en japonais]
- Thébaud-Mony Annie, 2008, *Travailler peut nuire gravement à votre santé. Sous-traitance des risques, mise en danger d'autrui, atteinte à la dignité...*, La Découverte, 2008. [Compte-rendu](#) d'Igor Martinache dans *Lectures*.
- Weber Max, 1963, *Le savant et le politique*, conférences à l'université de Munich de 1917 à 1919, Paris, Éditions 10-18.

### Presse et publications grand-public de l'auteur

- Asanuma-Brice Cécile, 2017, « Fukushima : une catastrophe sans fin », *Sciences et avenir*.
- Asanuma-Brice Cécile, 2016, « [Fukushima, Temps de la fin contre fin des temps](#) », *Sciences et avenir*, 21 mars 2016.
- Asanuma-Brice Cécile, 2016, « [Japon : "La centrale nucléaire de Sendai réveille le traumatisme de mars 2011"](#) », *Le Monde*.
- Asanuma-Brice Cécile, 2015, « [Fukushima, Bilan d'une situation sanitaire inquiétante](#) », *Médiapart*, octobre 2015.
- Asanuma-Brice Cécile, 2014, « [La légende Fukushima](#) », *Libération*, septembre 2014.
- Asanuma-Brice Cécile et Ribault Thierry, 2013, « ["Crime d'Etat" à Fukushima : "L'unique solution est la fuite"](#) », *Le Nouvel Observateur-Rue 89*, juillet 2013.
- Asanuma-Brice Cécile, 2011, « [La réouverture contestée des écoles irradiées de Fukushima](#) », *Le Nouvel Observateur-Rue 89*, Mai 2011.

Cécile ASANUMA-BRICE

chercheuse en sociologie urbaine, Maison franco-japonaise Tokyo UMIFRE 19-CNRS / Laboratoire CLERSE, Université Lille 1

Mise en web : Jean-Benoît Bouron

Pour citer cet article :

Cécile Asanuma-Brice, « [Les migrants du nucléaire](#) », *Géoconfluences*, octobre 2017.

URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/japon/un-autre-regard/migrants-du-nucleaire>